

Centre
de réadaptation
Lucie-Bruneau



RAPPORT ANNUEL 2007-2008

APPRIVOISER ENSEMBLE UNE NOUVELLE RÉALITÉ ET POURSUIVRE SA ROUTE

TABLE DES MATIÈRES

03	Mot du président et du directeur général
04	Mission, valeurs et orientations annuelles
05	Démarche de qualité et agrément
07	Offre de services et quelques données sur les usagers
10	Partenariat
11	Mission universitaire
13	Ressources humaines
17	Finances, ressources informationnelles et services techniques
18	États financiers
21	Horizon 2008-2009
23	Bilan des comités et conseils
26	Mettre en route de nouveaux projets avec le soutien de la Fondation
27	États financiers de la Fondation
28	Code d'éthique et de déontologie des membres du conseil d'administration
30	Comités et conseils
32	Organigramme

FAIRE LA DIFFÉRENCE



MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour une personne ayant des limitations physiques importantes, la réadaptation peut faire la différence. La différence entre l'autonomie, la dignité, la réalisation personnelle, l'épanouissement, la vie et ses contraires. Au Centre de réadaptation Lucie-Bruneau, nous sommes animés par cette conviction et c'est avec fierté que nous vous présentons un portrait des activités que nous avons réalisées au cours de la dernière année.

Au fil des décennies, le Centre a acquis une compétence quasi unique au Québec et une grande expertise qui lui ont valu, à plusieurs reprises cette année, des échos dans les médias d'information. Grâce à un plan de communication bien ficelé, nous avons été en mesure de faire rayonner les programmes et services du Centre auprès de la population qui nous témoigne un appui sans précédent. Aussi, un sondage réalisé auprès de nos usagers confirme leur satisfaction, particulièrement en regard de la prestation de services dont les améliorations ont été remarquées et appréciées. Près de 8000 personnes ont reçu des services spécialisés et surspécialisés de notre établissement en 2007-2008, mais les limites d'accès à ces services étant persistantes, nous réaffirmons nos besoins en nouveaux investissements.

Plusieurs activités d'évaluation de programmes et d'amélioration continue visant une meilleure qualité de services se sont poursuivies. La préoccupation d'offrir ces services de manière des plus sécuritaires a aussi guidé nos actions. La réalisation encore plus complète de tous les volets de notre mission universitaire a constitué un objectif important au cours de l'année et autant la recherche que l'enseignement ont connu un essor important.

SURVOL DES ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration s'est réuni à six reprises au cours de l'année. Les travaux se sont prolongés dans différents comités dont le comité exécutif, le comité mission, orientations et services aux usagers, le comité vigilance, le comité de vérification et le comité d'évaluation du directeur général.

Le conseil d'administration a aussi délégué des représentants à des comités internes comme le comité de la recherche et le comité agrément.

Le Centre a le grand privilège de travailler avec des établissements et organismes avec lesquels il partage des objectifs d'intégration sociale ou d'amélioration des services. Plusieurs activités visant à soutenir ces partenariats ne connaîtraient pas le même succès sans le leadership assuré par nos intervenants, nos médecins et nos gestionnaires. Leur implication active et soutenue dans plusieurs dossiers importants demeure un gage de succès pour la réadaptation en général et pour l'intégration sociale.

Nous avons évidemment la ferme conviction que préserver un milieu de travail stimulant et dynamique est crucial dans le maintien de la qualité des services, et de nombreuses actions ont été mises en place en ce sens. Et en atteignant nos objectifs financiers, nous démontrons encore cette année notre capacité de fonctionner dans les limites budgétaires définies.

L'année qui se termine a aussi été l'occasion de réfléchir à l'avenir dans la perspective des cinq prochaines années. Quelques huit orientations stratégiques ont été élaborées et serviront de guide pour nos actions futures.

Nous tenons à souligner l'apport exceptionnel du personnel, des médecins, des chercheurs, des bénévoles, des administrateurs et de tous les membres des différents comités de l'établissement qui font du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau un lieu où il est bon de recevoir ou de donner des services, de développer et de partager des connaissances. C'est avec joie et empressement que nous les remercions chaleureusement, de même que tous les usagers et leurs familles qui nous accordent leur confiance depuis si longtemps.



A handwritten signature in black ink.

St-Jean BOLDUC
Président du conseil
d'administration



A handwritten signature in black ink.

Alain LEFEBVRE
Directeur général

MISSION, VALEURS ET ORIENTATIONS ANNUELLES

MISSION

Le Centre de réadaptation Lucie-Bruneau offre aux personnes ayant une déficience physique ou neurologique des services personnalisés, spécialisés et surspécialisés en adaptation-réadaptation, en intégration sociale, résidentielle et professionnelle; des services de soutien à l'intégration, d'aide et d'accompagnement aux familles et aux proches; ainsi que des ressources résidentielles alternatives, le tout, dans le but de permettre leur participation sociale et maximiser leur qualité de vie.

De plus, le Centre s'engage à assurer le développement de la qualité des services et le soutien à l'innovation continue par l'enseignement, la recherche en adaptation-réadaptation et par l'évaluation des technologies et des modes d'intervention.

VALEURS

Le Centre de réadaptation Lucie-Bruneau valorise essentiellement trois grandes valeurs sur lesquelles il s'appuie pour réaliser sa mission, guider ses décisions et ses actions.

En regard des personnes et des services, de la gestion et, plus spécifiquement, de la gestion des ressources humaines, les meilleures décisions sont celles qui tiennent compte de ces trois valeurs sans qu'il n'y ait de prédominance entre elles.

- + HUMANISME
Respect de la dignité et de l'autonomie de l'individu fait avec solidarité et engagement.
- + COMPÉTENCE
Savoir, savoir-faire et savoir-être permettant de s'illustrer.
- + DYNAMISME
Réfère à la créativité et à l'action : poser des gestes, bâtir, créer, innover, oser, accomplir, réaliser et assurer un leadership.

ORIENTATIONS ANNUELLES

En début d'année 2007-2008, 13 orientations annuelles ont été adoptées par les membres du conseil d'administration. Résumées en quelques lignes, celles-ci indiquent clairement la volonté du Centre de se positionner dans la nouvelle gouverne et de participer activement aux travaux de l'Agence de la santé et des services sociaux sur les services post-hospitaliers et de réadaptation externe.

L'établissement souhaite également développer ses partenariats de sorte à créer des alliances stratégiques et faciliter les continuums de services, gérer les impacts des nouvelles ententes avec la Société d'assurance automobile du Québec, participer activement à la définition des standards d'accès, de continuité et de qualité pour les services en déficience physique et réaliser l'an 2 du plan d'amélioration suite à la démarche d'agrément. Le Centre vise l'atteinte des cibles fixées dans l'entente de gestion signée avec l'Agence de la santé et des services sociaux et une participation concrète

au développement des ressources non institutionnelles. Parmi les activités visant à améliorer la pertinence, l'efficacité et l'efficience de ses services, plusieurs travaux de réaménagement ont été effectués dans l'ensemble des points de services.

L'enrichissement de ses quatre fonctions universitaires est aussi une priorité tout comme la poursuite de ses démarches en vue d'obtenir une désignation d'institut universitaire et l'obtention d'un budget de développement récurrent pour les services priorités en termes de développement. Enfin le Centre s'est donné les moyens de rayonner dans la communauté par des activités de communication dont les retombées sont déjà palpables en termes de visibilité.

Le présent rapport annuel décrit l'atteinte de ces objectifs et présente brièvement les activités qui y sont reliées.

DÉMARCHE DE QUALITÉ ET AGRÉMENT

La démarche de qualité s'inscrit quotidiennement dans l'ensemble des secteurs d'activités de l'établissement. Au cours de la dernière année, plusieurs programmes ont soit complété une première démarche d'évaluation ou déposé un mémoire de programme en vue d'organiser et de structurer les interventions.

L'atteinte de l'excellence est étroitement liée à la qualité des services et à la satisfaction de la clientèle auprès de laquelle le Centre a réalisé un sondage. Celui-ci révèle plusieurs forces sur le plan de la relation avec les usagers et l'organisation des services alors que la prestation professionnelle connaît une nette amélioration depuis deux ans.

Dans la foulée des cibles identifiées dans l'an 2 du plan d'amélioration de l'agrément, le Service de l'accueil, admission et archives a apporté plusieurs améliorations qui se sont soldées par une diminution des délais de réponse et d'attente et une révision complète, avec la complicité des conseils professionnels, du règlement sur la tenue de dossiers. Ces efforts, combinés au développement d'une interface de suivi des indicateurs, permettront non seulement de bonifier notre savoir-faire mais aussi et surtout guider nos actions futures.



DES SERVICES DE POINTE QUI CONDUISENT LES USAGERS VERS L'AUTONOMIE

SIMON LORTIE (1977-2007)

Devenu tétraplégique suite à un mauvais plongeon, Simon a trouvé dans la culture hip-hop un moyen d'expression et un exutoire à sa nouvelle condition. Ex-usager au Centre et conseiller en intégration à l'Association des paraplégiques du Québec, sa contribution exceptionnelle au milieu de la réadaptation a été saluée par tous.

OFFRE DE SERVICES ET QUELQUES DONNÉES SUR LES USAGERS

OFFRE DE SERVICES

Les 10 programmes du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau, dont plusieurs détiennent une désignation ministérielle, ont connu une année fertile sur le plan des projets novateurs. L'intégration d'un chien de réadaptation, la nomination de l'outil clinique *Inventaire multidimensionnel de la douleur - Ensemble de correction* aux prix d'excellence de l'Association de établissements de réadaptation en déficience physique du Québec (AERDPQ), la création d'une grille d'analyse des troubles graves du comportement et la thérapie via la réalité virtuelle (Wii-thérapie) ne sont que quelques exemples d'innovations qui, au cours de la prochaine année, bonifieront l'offre de services et l'intervention auprès de la clientèle.

Sur le plan de l'accès aux services, certains programmes demeurent aux prises avec des listes d'attente alors que d'autres, sensibles entre autres aux fluctuations des agents payeurs, ont connu un ralentissement au niveau de l'admission. La conclusion prochaine de l'entente SAAQ-MSSS permettra notamment de rétablir cette situation. Le secteur des aides techniques à la mobilité et à la posture a connu une bonne année avec une augmentation significative de l'attribution des fauteuils roulants valorisés et un meilleur accès aux services d'évaluation et de réparation. Les démarches d'évaluation et/ou de révision de programme, amorcées dans le but d'améliorer les continuums de services ou de se conformer davantage aux données scientifiques de la littérature, se solderont par des résultats concrets dans les mois à venir.

L'ouverture des logements de réadaptation à l'édifice De Lorimier, les démarches entreprises pour adapter 10 logements à l'îlot DuPont, le développement de ressources non institutionnelles, la fusion des programmes sociorésidentiels de l'établissement et l'activation d'un plus grand nombre d'unités de subvention contribuent largement à l'intégration de la clientèle dans la communauté. La récente restructuration de l'internat assurera quant à elle un rehaussement au niveau de la qualité des services rendus.

QUELQUES DONNÉES SUR LES USAGERS

Afin de faciliter la compréhension des données sur les usagers desservis, le Centre juge important d'apporter les précisions suivantes. Le nombre d'usagers différents ayant reçu au moins une heure de prestation de services en 2007-2008 s'élève à 2366 alors que la cible fixée dans l'entente de gestion est de 2527. L'écart négatif s'explique entre autres par une baisse des références provenant des agents payeurs. Par ailleurs, ces données diffèrent légèrement de celles produites dans les tableaux présentés plus loin « Usagers desservis dans les programmes » et « Répartition par programme des usagers ayant reçu des services » et voici pourquoi : dans le premier cas, le nombre d'usagers admis et inscrits s'élève à 2142 ainsi, des services ont été rendus à des personnes pour qui le dossier est demeuré quand même inactif. L'autre tableau présente un total de 2815 usagers, un nombre plus élevé que les trois autres données et qui s'explique par le fait qu'un usager admis ou inscrit au Centre peut bénéficier des services de plus d'un programme. L'établissement comptabilise ainsi sa participation à l'ensemble des programmes où il a été suivi.

LES DEMANDES DE SERVICES

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Nombre de demandes de services reçues	1 276	1 383	1 330
Délai de traitement d'une demande de services	13 jours	9 jours	8 jours
Provenance des usagers			
CRLB	342	355	288
Usagers	203	233	284
CLSC	117	150	110
CHCD/CHSLD	121	164	158
CHR/CRDP	197	249	253
Organismes payeurs	192	144	134
Autres	104	88	103

- + Baisse de 4 % de la demande de services.
- + 21 % des demandes proviennent directement des usagers.
- + Diminution du délai de traitement des demandes.

LES DÉLAIS D'ATTENTE

Usagers en liste d'attente au 31 mars 2008

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Nombre d'usagers	318	329	325
Nombre moyen de jours d'attente	217	205	192

L'examen des listes d'attente de l'établissement démontre des réalités différentes et des variations importantes d'un programme à l'autre. Ceux ayant une problématique particulière sont le Supplément au loyer, le Programme des cliniques spécialisées et le Programme de réadaptation au travail.

LES USAGERS DESSERVIS DANS LES PROGRAMMES

(excluant le Programme des aides techniques à la mobilité et à la posture)

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Nombre total d'usagers admis et inscrits	2 113	2 150	2 142
Durée moyenne des services	350	398	397
Nombre d'usagers desservis en externat	2 011	2 067	2 063
Nombre d'usagers desservis en internat	95	77	73
Durée moyenne de séjour en internat	98	95	120

RÉPARTITION PAR PROGRAMME DES USAGERS AYANT REÇU DES SERVICES EN 2007-2008

Direction des programmes clientèles	Nb usagers	%
Traumatisme craniocérébral	132	5%
Encéphalopathie et DMC	118	4%
Pathologie du système locomoteur	73	3%
Maladies évolutives	162	6%
Lésion musculosquelettique	84	3%
Trouble grave du comportement	46	2%
Total	615	22%

Direction des programmes multicientèles	Nb usagers	%
Réadaptation au travail	228	8%
Supplément au loyer	414	15%
Ressources résidentielles alternatives	63	2%
Résidences d'accueil et ressources intermédiaires	123	4%
Répit-dépannage	27	1%
Cliniques spécialisées		
Clinique d'accès aux aides technologiques	169	6%
Clinique d'évaluation de la conduite automobile	266	9%
Clinique blessés médullaires	106	4%
Cliniques maladies neuromusculaires	483	17%
Clinique sclérose en plaques	74	3%
Clinique Parents plus	55	2%
Autres cliniques spécialisées	185	7%
Suivi médical externe	7	---
Total	2 200	78%
Grand total	2 815	100%

SERVICES RENDUS AU PROGRAMME DES AIDES TECHNIQUES À LA MOBILITÉ ET À LA POSTURE

Cette année, le Programme des aides techniques à la mobilité et à la posture a desservi 5095 usagers, ce qui représente une légère augmentation d'environ 2 %.

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Usagers ayant reçu des services	5 358	5 011	5 095
Services rendus			
Attribution de fauteuils roulants et de bases roulantes	1 269	1 195	941
Valorisation de fauteuils roulants et de bases roulantes	384	342	541
Réparation de fauteuils roulants et de bases roulantes	6 883	6 712	6 960
Attribution et réparation d'aides techniques à la posture	1 433	1 502	1 548
Attribution et réparation d'orthèses	409	350	369
Attribution et réparation de coussins	1 622	1 719	1 862
Récupération de fauteuils roulants et de bases roulantes	908	905	1 000
Attribution et réparation d'aides à la marche	447	473	387
Prêt de fauteuils roulants / Subvention de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	512	475	410
Total	13 830	13 609	14 018



S'ENTOURER D'UN RÉSEAU SOCIAL POUR S'ÉPANOUIR

PARTENARIAT

Les nombreux partenariats développés avec les acteurs du réseau de la santé et des services sociaux et les organismes communautaires sont des gages de réussite en réadaptation et visent ultimement l'intégration des personnes ayant une déficience physique.

- + Implication soutenue auprès de l'AERDPQ, notamment dans les négociations visant à conclure l'entente SAAQ-MSSS.
- + Précision des mécanismes de collaboration entre le Centre d'expertise pour les personnes blessées médullaires de l'Ouest du Québec (Centre de réadaptation Lucie-Bruneau, Institut de réadaptation de Montréal et Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal), l'Association des paraplégiques du Québec, les centres de réadaptation régionaux et les CSSS Laurentides et Abitibi.
- + Entente de partenariat avec la Clinique de la douleur du CHUM assurant l'expertise d'un anesthésiologiste au sein de l'équipe clinique de l'établissement.
- + Renouvellement de la désignation ministérielle du Centre au sein des consortiums régional et interrégional pour les services rendus à la clientèle ayant subi un traumatisme craniocérébral modéré/grave.
- + Implication clinique et soutien consultatif dans les démarches d'implantation d'une unité spécifique de type III au CSSS Lucille-Teasdale et d'une unité de vie au CSSS Jeanne-Mance pour la clientèle ayant un trouble grave du comportement et collaboration, avec la Société québécoise de la sclérose en plaques, au projet résidentiel Espaces Bellechasse.
- + Participation, avec la table de concertation de l'emploi des personnes handicapées de Montréal, à une étude diagnostique sur la situation de l'emploi de ces dernières.
- + Implication auprès du comité d'évaluation et homologation des appareils du décret RAMQ 2008.
- + Soutien et collaboration à la mise en place de plusieurs ressources non institutionnelles.

MISSION UNIVERSITAIRE

La recherche, l'enseignement, les services de pointe et l'évaluation des modes d'intervention sont quatre fonctions universitaires que le Centre s'est engagé à développer tout au long de l'année. Il a également poursuivi ses démarches en vue d'obtenir une désignation d'institut universitaire en collaboration avec ses partenaires.

Sur le plan de l'enseignement et de la diffusion des connaissances, l'accueil de 40 étudiants en provenance de six établissements d'enseignement (11 disciplines) s'avère un investissement pour l'avenir du Centre et une expérience enrichissante de transfert du savoir pour les 33 superviseurs qui les ont accueillis. Plusieurs intervenants ont également offert leur expertise dans le cadre de cours dispensés par les établissements d'enseignement universitaire ou collégial ou encore supervisé des travaux pratiques d'étudiants. Avec l'identification de nouvelles cibles et la prise d'engagements formels, l'établissement compte accroître de manière significative sa capacité d'accueil de stagiaires en 2008-2009.

	2006-2007	2007-2008
Stage universitaire	1034 jours	1029 jours
Stage collégial et professionnel	348 jours	470 jours
Nombre de disciplines	14	11
Nombre d'étudiants	47	40

Les activités de diffusion des connaissances comprennent quatre volets. *Une expertise à partager*, programme de formation spécialisé, a rejoint 47 intervenants du réseau avec deux formations portant sur les troubles graves du comportement (TGC) et l'outil clinique *Priorités d'intervention du client*. Des formations sur mesure portant sur le TGC ou l'évaluation de la conduite automobile ont aussi rejoint des dizaines d'intervenants du réseau. Pour sa 11^e saison, les *Rendez-vous de la réadaptation* ont connu un franc succès avec quatre conférences ayant pour thème des sujets tels l'outil de cheminement clinique du Centre d'expertise pour les personnes blessées médullaires de l'Ouest du Québec, le partenariat, la parentalité malgré le handicap et les technologies reliées aux aides à la communication. Plus de 350 intervenants du réseau ont assisté à ces rencontres en plus d'une autre

centaine en provenance des régions grâce à la visioconférence. Enfin, 27 communications affichées ont été présentées dans le cadre de la 5^e édition du *Carrefour des connaissances* qui a attiré une centaine de visiteurs.

Le nombre de chercheurs installés au Centre est demeuré stable cette année (8). Dix-neuf intervenants détiennent un statut de membre-clinicien au Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR) et 13 cliniciens ont participé à des projets de recherche grâce à des heures de libération clinique. Enfin, 12 projets ont été soumis à la convenance institutionnelle, portant à 56 le nombre de projets en cours dans l'établissement. L'année 2007-2008 fut aussi l'occasion pour le Centre d'identifier six priorités de recherche pour les quatre prochaines années.



HUMANISME, COMPÉTENCE ET DYNAMISME : TROIS VALEURS QUI JALONNENT NOTRE ROUTE

LES RESSOURCES HUMAINES

Les membres du personnel sont et demeurent toujours la ressource la plus importante de l'établissement. Le Centre veille continuellement à offrir des conditions de travail avantageuses et différentes formes de reconnaissance le tout, dans un climat organisationnel où les relations sont harmonieuses. D'ailleurs, plusieurs dossiers menés cette année ont exigé une contribution de part et autre de la direction et des employés.

Grâce à l'implantation d'un nouveau progiciel et à la participation du personnel de l'accueil du pavillon Maison Lucie-Bruneau affecté en soirée, la nuit et la fin de semaine, il a été

possible de réorganiser les activités liées à la gestion des remplacements des services continus. La fluctuation des références de la part des agents payeurs a exigé de toutes les instances de l'établissement une collaboration qui a mené à des redéploiements temporaires en vue de maintenir un niveau d'excellence dans les services à la clientèle. Enfin, la mise sur pied du programme *Impossible sans nous*, destiné à la valorisation du personnel non clinique, a donné lieu à la tenue de différentes activités telles que des conférences et des formations.

LE PERFECTIONNEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

La formation permet aux employés d'actualiser leur savoir, de transférer de nouvelles connaissances au sein de leurs équipes et de viser l'excellence dans la dispensation des services à la clientèle. Plus de 105 000 \$ ont été consentis pour 31 formations organisées à l'interne et 144 activités de développement différentes. Le taux d'employés ayant reçu une formation au cours de la dernière année s'élève à 82 %, dont 43 % provient du personnel non clinique.

LE BÉNÉVOLAT

Les 40 personnes inscrites au Service du bénévolat de l'établissement ont cumulé près de 13 000 heures de travail en 2007-2008. Une quinzaine d'entre elles ont d'ailleurs complété un processus de réadaptation et leur présence quotidienne au comptoir du bistro *L'Entre-deux* teinte agréablement l'ambiance de ce lieu de rencontre et de socialisation pour les usagers.

Pour une sixième année, le prix Roger Boucher a été remis à l'occasion de la Journée du personnel. Il permet de reconnaître publiquement le travail d'un bénévole qui s'est illustré tant au plan de la régularité, de l'engagement et de l'innovation que du dynamisme, de l'empathie face aux usagers et du respect des valeurs de l'établissement.

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Le dossier des accidents de travail demeure toujours une réelle préoccupation. Au fil des années, une culture de prévention s'est implantée et les efforts investis se traduisent par le maintien du nombre d'événements ayant entraîné des heures d'absences ou d'assignations temporaires. Mentionnons qu'une décision rendue en 2006 par la Commission de la santé et de la sécurité du travail quant au changement d'unité de classification de l'établissement a influencé positivement la réduction de sa cotisation pour la dernière année.

La bonne santé physique et psychologique du personnel a permis, depuis les cinq dernières années, de réduire les coûts en assurance-salaire de presque la moitié et d'atteindre la cible demandée dans l'entente de gestion de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Les principales causes d'absence relèvent de la santé psychologique, des problèmes liés à la médecine, la chirurgie et les troubles musculo-squelettiques et très peu proviennent de diagnostics reliés à l'oncologie. La prise de conscience de chacun pour sa santé, la concertation entre le personnel, les gestionnaires et le service de santé et sécurité du travail permettent ainsi de diminuer les périodes d'inactivité et d'optimiser la présence au travail.



UN MILIEU DE
TRAVAIL QUI ASSURE LA
SÉCURITÉ DE TOUS

LES EFFECTIFS

Ressources humaines	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Personnel cadre ETC	27	31	32
Personnel régulier ETC	292	297	276
Personnel non détenteur de poste ETC	86	82	85
Total	405	404	393

LES EFFECTIFS MÉDICAUX

	Actifs	Associés	Conseils	Total
Omnipraticiens	12	---	---	12
Spécialistes	3	10	2	15
Total	15	10	2	27

ACCIDENTS DE TRAVAIL

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Nombre d'accidents sans absence	58	57	58
Nombre d'accidents avec heures perdues	26	14	18
Nombre d'heures perdues	2478	3562	3356
Nombre d'heures d'assignation temporaire	2208	843	518

ASSURANCE SALAIRE

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Nombre de dossiers traités	71	50	51
Nombre d'heures perdues	23 877	15 969	16 690
Ratio : heures perdues/heures travaillées	3,90	2,80	2,9



UNE ÉQUIPE CRÉATIVE QUI VEILLE AU CONFORT DE LA CLIENTÈLE ET DU PERSONNEL



FINANCES, RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET SERVICES TECHNIQUES

La saine gestion des ressources financières, l'efficacité des ressources informationnelles et les nombreux travaux de réaménagement réalisés en cours d'année reflètent la volonté de l'établissement d'offrir à son personnel et ses usagers un environnement propice au succès.

Le Service des finances a procédé à la migration des applications financières et de l'approvisionnement vers la nouvelle application Magistra. Tous les volets, du processus comptable à la planification budgétaire, en passant par les comptes à payer et à recevoir, la production des états financiers et les approvisionnements sont maintenant intégrés. Cette transition a nécessité des efforts d'apprentissage et des questionnements sur plusieurs façons de faire. Tous les rapports financiers et contrôles budgétaires ont d'ailleurs dû être refaits.

Du côté des ressources informationnelles, deux projets majeurs ont monopolisé l'énergie du service. Le premier est la poursuite de l'implantation du Cadre global de gestion des actifs informationnels qui comporte plusieurs volets tels que l'analyse de risque et d'impact, l'audit de sécurité et l'élaboration d'un plan directeur de la sécurité. L'autre projet d'envergure, débuté l'année dernière, consiste en la migration du réseau Novell vers le domaine Microsoft qui permet une plus grande souplesse dans un environnement plus sécuritaire. Avec la récente augmentation de

9 % des postes individuels, le Centre dispose désormais d'un parc informatique rajeuni composé d'appareils datant de moins de cinq ans. Les demandes de services et d'incidents se font un peu plus nombreuses mais le délai de réponse est respecté dans 73 % des cas.

Les Services techniques ont une fois de plus activement contribué à améliorer l'environnement physique des usagers, employés et visiteurs, à commencer par la rénovation complète de la résidence De Lorimier en logements de réadaptation et une importante mise aux normes de ce lieu de transition pour les usagers. Des panneaux insonorisants ont été installés au gymnase afin d'atténuer l'écho, le changement du revêtement de sol de la salle de conditionnement physique a ajouté de la vitalité à ce lieu d'entraînement et le centre de documentation a aussi subi une cure de rajeunissement. D'autres travaux visant le confort des usagers ont été entrepris dans les différentes ressources sociorésidentielles de l'établissement. Aussi, l'installation de ponts roulants au Programme des aides techniques à la mobilité et à la posture et d'un système de ventilation et d'échangeur d'air au point de services rue Radisson démontrent le souci de la direction face à la santé et à la sécurité de son personnel. Enfin, le récent dépôt d'un rapport sur l'évaluation de nos besoins en matière de sécurité mènera à plusieurs mesures au cours de la prochaine année.

RÉSULTATS FINANCIERS

Suite aux ajustements sur les revenus survenus après la fin de l'exercice financier pour la SAAQ au montant de 291 000 \$ et le financement par l'Agence de la santé et des services sociaux des coûts reliés à l'équité salariale de 161 000 \$, le Centre a terminé l'année financière 2007-2008 avec un excédent des revenus sur les charges de 683 009 \$. Pour l'ensemble des activités de l'établissement, les revenus totaux s'élèvent à 35 796 448 \$ alors que les dépenses totales atteignent 35 113 439 \$.

Les activités principales ont généré un excédent des revenus sur les charges de 580 326 \$.

Les activités accessoires du Programme des aides techniques à la mobilité et à la posture se sont soldées par un excédent des revenus sur les charges de 44 350 \$, tandis que celles des secteurs de la recherche et du parc de stationnement ont terminé l'année en équilibre. Des revenus de placement au montant de 53 333 \$ complètent les résultats des activités accessoires.

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

	31 mars 2008 \$	31 mars 2007 \$
FONDS D'EXPLOITATION		
Actif		
Actif à court terme	5 937 447	5 823 522
Autres éléments d'actif	426 379	345 007
Total	6 363 826	6 168 529
Passif		
Passif à court terme	4 165 694	4 673 821
Autres éléments du passif	30 820	25 387
Solde de fonds	2 167 312	1 469 321
Total	6 363 826	6 168 529
FONDS D'IMMOBILISATIONS		
Actif		
Actif à court terme	334 614	210 768
Immobilisations	16 364 219	16 326 533
Total	16 698 833	16 537 301
Passif		
Passif à court terme	198 724	93 616
Obligations à long terme	4 171 531	3 851 584
Solde de fonds	12 328 578	12 592 101
Total	16 698 833	16 537 301

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	31 mars 2008 \$	31 mars 2007 \$
FONDS D'EXPLOITATION		
Activités principales		
Revenus	26 726 701	26 959 077
Dépenses	26 146 375	26 631 533
Excédent des revenus sur les charges des activités principales	580 326	327 544
Activités accessoires		
Revenus	9 069 747	8 856 593
Dépenses	8 967 064	8 673 690
Excédent des revenus sur les charges des activités accessoires	102 683	182 903
Excédent des revenus sur les charges du fonds d'exploitation	683 009	510 447

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	31 mars 2008 \$	31 mars 2007 \$
ACTIVITÉS PRINCIPALES		
Revenus		
Agence de Montréal	20 056 645	20 516 950
Usagers	5 785 056	5 606 299
Recouvrements	412 454	506 531
Autres	472 546	329 297
Total	26 726 701	26 959 077
Charges		
Salaires	14 877 130	14 017 716
Avantages sociaux	3 680 501	3 402 385
Charges sociales	2 042 368	2 106 495
Fournitures et autres dépenses	5 546 376	7 104 937
Total	26 146 375	26 631 533
Excédent des revenus sur les charges des activités principales	580 326	327 544

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	31 mars 2008 \$	31 mars 2007 \$
ACTIVITÉS ACCESSOIRES		
Revenus		
Financement public	8 812 195	8 669 667
Revenus commerciaux	199 219	186 926
Revenus d'autres sources	58 333	---
Total	9 069 747	8 856 593
Charges		
Salaires	2 262 168	2 192 870
Avantages sociaux	372 164	335 289
Charges sociales	254 990	245 292
Fournitures et autres dépenses	6 077 742	5 900 239
Total	8 967 064	8 673 690
Excédent des revenus sur les charges des activités accessoires	102 683	182 903
Excédent des revenus sur les charges du fonds d'exploitation	683 009	510 447

HORIZON 2008-2009

Les orientations annuelles 2008-2009 sont en quelque sorte le prolongement des activités du présent rapport annuel. Elles définissent formellement le souci du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau d'affirmer sa mission et de moderniser ses stratégies. Que ce soit pour améliorer la pertinence et l'efficacité de l'offre de services, pour concrétiser les projets cliniques en continuité et en complémentarité avec les partenaires ou pour atteindre les cibles fixées par l'Agence de la santé et des services sociaux, les ententes de collaboration avec les établissements du réseau de la santé et des services sociaux seront déterminantes. Le Centre souhaite poursuivre ses démarches pour l'obtention de la désignation d'institut universitaire, participer au plan d'accès en déficience physique du ministère et réaliser l'an 3 du plan d'amélioration suite à la démarche d'agrément. Le développement des ressources résidentielles, particulièrement non-institutionnelles, et les réaménagements physiques à l'internat et à la Clinique d'accès aux aides technologiques sont aussi à l'ordre du jour. Enfin, l'établissement devra réaliser un plan de main-d'œuvre et de recrutement et poursuivra ses activités de rayonnement auprès de la communauté.

TOUT EST DEVANT
NOUS. LE CHEMIN
NE FINIT PAS...
PLUS ON AVANCE,
PLUS LA ROUTE
S'OUVRE À NOS YEUX.

HENRY MILLER, ÉCRIVAIN

EN VÉRITÉ, LE CHEMIN IMPORTE PEU, LA VOLONTÉ D'ARRIVER SUFFIT À TOUT.

ALBERT CAMUS, ÉCRIVAIN



BILAN DES COMITÉS ET CONSEILS DE L'ÉTABLISSEMENT

CONSEIL DES MÉDECINS, DENTISTES ET PHARMACIENS

Parmi les activités ayant retenu l'attention du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) en 2007-2008, soulignons d'entrée de jeu l'arrivée, suite à l'entente avec la Clinique de la douleur du CHUM, d'un anesthésiologiste au sein de l'équipe du Service de médecine. Le cadre normatif de la tenue de dossier, élaboré il y a plusieurs années, a été revu et ajusté afin de le rendre plus fonctionnel dans certaines situations. Aussi, l'élaboration d'une grille portant sur le

contenu du dossier professionnel des médecins complétait les suivis des recommandations du Comité d'inspection professionnelle du Collège des médecins du Québec suite à sa visite en 2006. Enfin, plusieurs médecins omnipraticiens membres du CMDP ont obtenu le privilège de prescrire des aides à la mobilité et à la posture, à savoir les fauteuils roulants et les marchettes, ainsi que les orthèses et les prothèses.

CONSEIL DES INFIRMIÈRES ET DES INFIRMIERS

L'année 2007-2008 a permis de redonner un élan au Conseil des infirmières et infirmiers (CII) qui a redéfini ses priorités d'action pour les deux prochaines années. Parmi celles-ci, la meilleure standardisation des pratiques, l'implantation des plans thérapeutiques infirmiers et la révision du rôle de l'infirmière dans le contexte résidentiel confirment la volonté du CII de hausser la qualité des soins infirmiers. Un plan de formation continue a aussi été développé avec, entre autres comme priorité, le soin des plaies de pression et l'administration sécuritaire des médicaments. La clientèle ayant subi une lésion à la moelle épinière, hébergée à l'internat, bénéficiera désormais de la mise en œuvre d'un modèle de soins infirmiers intégrés. Parmi les autres activités du CII, précisons la détermination des tâches du personnel des soins infirmiers, le développement de protocoles de soins infirmiers destinés à l'enseignement du personnel non professionnel et la formation d'une infirmière en prévention des maladies infectieuses afin d'assurer un suivi des infections nosocomiales.

CONSEIL MULTIDISCIPLINAIRE

Tel que prévu, un sondage sur l'évaluation de la pratique professionnelle, dont les recommandations seront présentées à l'automne, a été réalisé en cours d'année avec un taux de participation de 67 %. Une rubrique portant sur la contribution à l'enseignement, la recherche et l'évaluation a été ajoutée, puisqu'il s'agit d'un volet important s'inscrivant dans les orientations stratégiques de l'établissement. Le conseil multidisciplinaire a également contribué à la révision du cadre normatif sur la tenue de dossier et participé à une réflexion éthique visant à reconnaître l'importance de distinguer les questions éthiques de celles relevant de la déontologie ou des règlements. Enfin, l'ensemble des regroupements professionnels ont convenu de l'importance de mieux faire connaître leur implication dans l'établissement. Leur présence se fera entre autres sentir dans l'intranet du Centre sous une rubrique qui leur est spécialement dédiée.

COMITÉ DES USAGERS

La présence du comité des usagers du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau dans le réseau de la santé et des services sociaux, auprès des regroupements communautaires et au sein de l'établissement est remarquable. La participation des membres à ces comités, de même que leurs visites dans les ressources sociorésidentielles et à l'internat assurent non seulement leur voix, mais aussi et surtout celle de tous les usagers auprès des instances ayant une incidence directe sur les décisions liées à la qualité des services offerts. Qu'il soit question de maintien à domicile, de transport adapté ou de satisfaction liée aux services, le comité des usagers est habité par sa mission qui est de veiller au respect et à la défense des droits des usagers qu'il représente.

RAPPORT DU COMMISSAIRE LOCAL AUX PLAINTES ET À LA QUALITÉ DES SERVICES

Le bilan des plaintes déposées au commissaire local aux plaintes et à la qualité des services en 2007-2008 est comparable à celui de l'année dernière. Ce dernier a reçu un total de 13 insatisfactions dont une concernant un médecin. Ces plaintes concernaient 17 motifs : soins et services dispensés (8), accessibilité (2), aspect financier (2), droits particuliers (2), relations interpersonnelles (2) et organisation des ressources matérielles (1). Sur l'ensemble des motifs de plaintes, cinq étaient toujours en traitement au moment de clore l'année et les 12 autres ont mené à des mesures afin de répondre à l'insatisfaction. La plainte médicale était encore en traitement en fin d'année, puisque son évaluation a demandé un changement de médecin examinateur, prolongeant ainsi les délais. Enfin, deux plaintes ont été portées devant le Protecteur du citoyen. La première a mené à un engagement de l'établissement et l'autre était toujours en traitement à la fin de l'année.

Le commissaire souligne la remarquable collaboration des intervenants, gestionnaires et directeurs de l'établissement dans la recherche de solutions, un moteur de l'amélioration de la qualité des services. La transparence et la rapidité de traitement ont donc permis de terminer l'année sur une note positive et de satisfaire la grande majorité des usagers concernés.

COMITÉ DE GESTION DES RISQUES

Le comité de gestion des risques a poursuivi son mandat de recherche, de développement et de promotion des moyens visant à assurer la sécurité des usagers et à réduire l'incidence des effets indésirables et des accidents liés à la prestation des services de santé et des services sociaux.

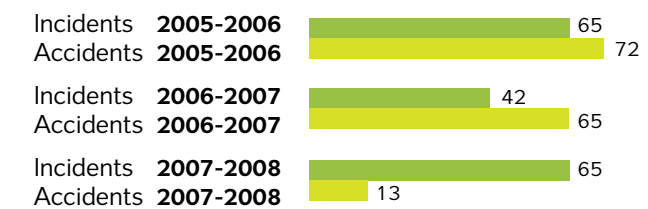
Les activités du comité de gestion des risques visent à contribuer à la prestation de soins et de services sécuritaires, efficaces et appropriés; à favoriser le maintien d'un environnement sécuritaire; à faciliter et coordonner l'identification rapide des risques et procéder à leur analyse; et à promouvoir et coordonner la mise en œuvre de mesures de prévention et de réduction des risques d'accidents et des pertes qui en découlent. En concordance avec les recommandations ministérielles, une échelle de gravité adaptée à la réalité du Centre a permis de mieux mesurer les conséquences des accidents et d'identifier des interventions efficaces pour diminuer les impacts et/ou éliminer complètement le risque. Dans le cas des maladies contagieuses et infectieuses, un comité de prévention est guidé par une politique de gestion à ce sujet et est en charge du contrôle des infections nosocomiales dont le SARM et l'ERV.

Enfin, il est important de souligner qu'aucune mesure de contrôle des usagers n'a été appliquée en 2007-2008.

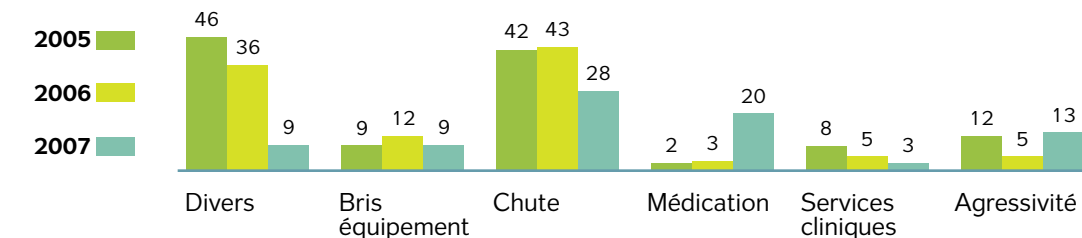
PORTRAIT DES ÉVÉNEMENTS DÉCLARÉS

Au cours de la dernière année, 78 événements ont été déclarés dont 72 touchaient directement les usagers. Les chutes représentent 38 % des cas mais ont diminué de manière significative depuis un an. Heureusement, la presque totalité d'entre elles se sont révélées sans conséquence ou n'ont occasionné que des blessures mineures. Le taux de 26 % des incidents liés à l'administration de médicaments, une donnée en hausse, s'explique en grande partie par une surveillance accrue du circuit de médicament. Parmi les événements déclarés, plus du tiers ne touchait pas l'usager, puisque l'erreur était constatée avant l'administration. Pour éviter ce genre de situation, un programme de prévention des erreurs de médicaments a été élaboré. Enfin, les comportements d'agressivité occupent le troisième rang des événements déclarés avec un taux de 16 %. Des interventions ont été mises en place afin de diminuer certains écarts de conduite et les insatisfactions ayant mené à de l'intimidation, de la violence verbale ou envers les objets.

NOMBRE D'INCIDENTS/ACCIDENTS



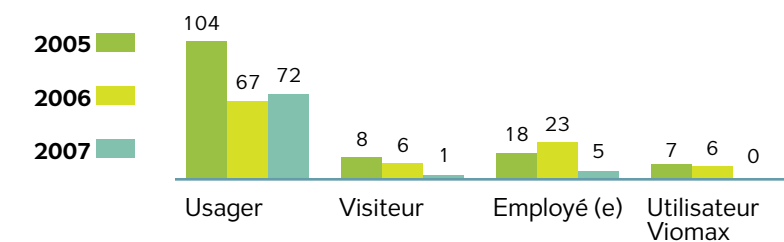
TYPES D'ÉVÉNEMENTS DÉCLARÉS



PERSONNES TOUCHÉES PAR LES ÉVÉNEMENTS

Les personnes impliquées dans des événements indésirables sont en grande majorité les usagers, une tendance qui se maintient depuis les trois dernières années. Quant aux visiteurs, le nombre de personnes demeure assez stable et en ce qui concerne les employés, il faut noter que les blessures de travail ne sont pas compilées dans le même registre. De plus, la comparaison des événements indésirables survenus lors des activités des membres de Viomax ne peut se faire, puisque l'organisme est autonome et que la gestion des situations à risque fait partie de ses responsabilités.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS DÉCLARÉS SELON LA PERSONNE ATTEINTE



METTRE EN ROUTE DE NOUVEAUX PROJETS AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION



L'année qui se termine aura été marquée par le très grand succès de la 6^e soirée-bénéfice qui a doublé ses revenus pour atteindre 126 000 \$. Cet événement annuel était présidé par M. Rosaire Sauriol, vice-président principal de la firme Dessau.

Sur le plan stratégique, l'orientation visant à minimiser les dépenses administratives (moins de 10 %) et à limiter à deux le nombre des activités de sollicitation (soirée-bénéfice et publipostage) a été maintenue de sorte à s'harmoniser avec le travail de positionnement et de visibilité amorcé par la direction de l'établissement. Éventuellement, le temps viendra où une campagne de grande envergure s'imposera. La Fondation et le Centre seront alors en très bonne position pour s'y lancer.

Enfin, la participation financière de la Fondation dans l'intégration d'un chien MIRA comme outil de réadaptation au Centre est un autre projet novateur et motivateur que les membres du conseil d'administration ont été très enthousiastes à soutenir.



ÉTATS FINANCIERS DE LA FONDATION

BILAN

	31 mars 2008 \$	31 mars 2007 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	418 226	257 625
Sommes à recevoir du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau, sans intérêt	7 988	1 719
Comptes clients	450	---
Frais payés d'avance	4 323	4 349
Total	430 987	263 693
Actifs nets		
Affectés au Centre de réadaptation Lucie-Bruneau	200 607	178 378
Non affectés	230 380	85 315
Total	430 987	263 693

PRODUITS ET CHARGES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	31 mars 2008 \$	31 mars 2007 \$
PRODUITS		
Stationnement	85 475	86 734
Activités		
Soirée-bénéfice	126 320	65 511
Autres	41	240
Campagne de financement		
Particuliers	38 953	34 299
Corporations	1 985	4 711
Legs	13 243	28 235
Intérêts	12 648	7 611
Total	278 665	227 341
CHARGES		
Frais de stationnement	54 246	53 356
Frais d'activités		
Soirée-bénéfice	31 015	28 079
Autres	8 859	12 882
Frais de fonctionnement	2 251	2 806
Contribution au Centre de réadaptation Lucie-Bruneau	15 000	---
Total	111 371	97 123
Excédent des produits sur les charges	167 294	130 218

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION¹

Au cours de l'année 2007-2008, aucun cas de suivi ou de manquement au code d'éthique et de déontologie des membres du conseil d'administration du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau n'a été traité.

DEVOIRS ET OBLIGATIONS

- + Témoigner d'un constant souci du respect de la vie humaine et du droit aux services de santé et de services sociaux.
- + Participer activement, et dans un esprit de concertation, à l'élaboration et à la mise en oeuvre des orientations générales de l'établissement.
- + Assister aux réunions du conseil et voter lorsque requis.
- + Agir de façon courtoise et maintenir des relations empreintes de bonne foi, de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction.
- + Agir avec soin, intégrité, honneur, dignité, probité et impartialité.
- + Faire preuve de rigueur, de prudence et d'indépendance.
- + Être loyal et intègre envers les autres membres du conseil d'administration et ne devoir en aucun temps surprendre la bonne foi ou se rendre coupable envers eux d'un abus de confiance et de procédés déloyaux.
- + Préserver la confidentialité des débats, échanges et discussions.
- + La conduite des membres du conseil d'administration doit être empreinte d'objectivité et de modération.

DEVOIRS SPÉCIFIQUES

- + Les mesures de prévention.
- + L'identification de situations de conflits d'intérêts.
- + Régir ou interdire des pratiques reliées à la rémunération de ces personnes.
- + Les devoirs et les obligations de l'après-mandat.
- + Tout manquement ou omission concernant un devoir ou une norme prévue par le présent code constitue un acte dérogatoire et peut entraîner l'imposition d'une sanction.

¹ Extrait du règlement R-10 concernant le code d'éthique et de déontologie des membres du conseil d'administration du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau adopté le 31 mars 1998.



IL RESTE TOUJOURS
ASSEZ DE FORCE
À CHACUN POUR
ACCOMPLIR CE DONT
IL EST CONVAINCU.

J.W. VON GOETHE, ÉCRIVAIN

COMITÉS ET CONSEILS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COLLÈGE ÉLECTORAL – DÉSIGNATION AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL

- + Alexandre Barradas
- + Mariette L. Lanthier

COLLÈGE ÉLECTORAL – POPULATION

- + St-Jean Bolduc, président
- + Micheline Bouchard
- + Errol Paillé, vice-président
- + Christine Poulin

COLLÈGE ÉLECTORAL – USAGERS

- + Denyse Rodrigue
- + Monika Throner

COLLÈGE ÉLECTORAL – CONSEIL DES MÉDECINS, DENTISTES ET PHARMACIENS

- + Dr Jean-Marc Perron

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF

- + St-Jean Bolduc, président
- + Errol Paillé, vice-président
- + Gérald Houle, trésorier
- + Alain Lefebvre, secrétaire

COMITÉ DE VÉRIFICATION

- + Gérald Houle, président
- + Claude Bourque
- + Errol Paillé

COMITÉ MISSION, ORIENTATIONS ET SERVICES AUX USAGERS

- + Mariette L. Lanthier
- + Alain Lefebvre, secrétaire
- + Errol Paillé
- + Michèle Quinn, présidente
- + Monika Throner

COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

- + Isabelle Barbeau
- + Alexandre Barradas
- + Alain Lefebvre, secrétaire
- + Michèle Quinn

COLLÈGE ÉLECTORAL – CONSEIL DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS

- + Michèle Quinn

COLLÈGE ÉLECTORAL – CONSEIL MULTIDISCIPLINAIRE

- + Isabelle Barbeau

COLLÈGE ÉLECTORAL – PERSONNEL NON CLINIQUE

- + Jacques Corbeil

COLLÈGE ÉLECTORAL – FONDATION

- + Jean Martin

DIRECTEUR GÉNÉRAL

- + Alain Lefebvre, secrétaire

MEMBRES COOPTÉS

- + Claude Bourque
- + Gérald Houle

COMITÉ DE VIGILANCE ET DE LA QUALITÉ

- + Hubert Côté, commissaire local
aux plaintes et à la qualité des services
- + Alain Lefebvre, secrétaire
- + Jean Martin
- + Christine Poulin
- + Monika Throner, présidente

COMITÉ D'ÉVALUATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

- + St-Jean Bolduc
- + Mariette L. Lanthier, présidente
- + Monika Throner

COMITÉ DE RÉVISION DES PLAINTES À CARACTÈRE MÉDICAL

- + Micheline Bouchard, présidente
- + Dr Jean-Marc Perron
- + Dr François Pichette

DÉLÉGATIONS DES MEMBRES À DIFFÉRENTS COMITÉS

- + St-Jean Bolduc, comité d'agrément
- + Dr Jean-Marc Perron, comité de la recherche

AUTRES INSTANCES

COMITÉ DE DIRECTION

- + Alain Lefebvre, directeur général
- + Suzanne Beauchemin, directrice des
ressources financières, informationnelles et
services techniques
- + Hélène Bergeron, directrice des services
professionnels et des activités universitaires
- + Jacques Corbeil, chargé de projets
- + Nicolina Gesualdi, directrice des
programmes clientèles
- + Gaétan Gohier, directeur des
ressources humaines
- + Marcelle Lajoie, directrice des
programmes multiclientèles
- + Dr Virgil A. Luca, chef du Service de
médecine et directeur des services
professionnels adjoint aux affaires
médicales

COMITÉ EXÉCUTIF DU CMDP

- + Dr Bernard Talbot, président
- + Dr Yves Provencher, vice-président
- + D^{re} Caroline Huot, trésorière
- + Dr Trac Ton-That, secrétaire
- + Alain Lefebvre
- + Hélène Bergeron

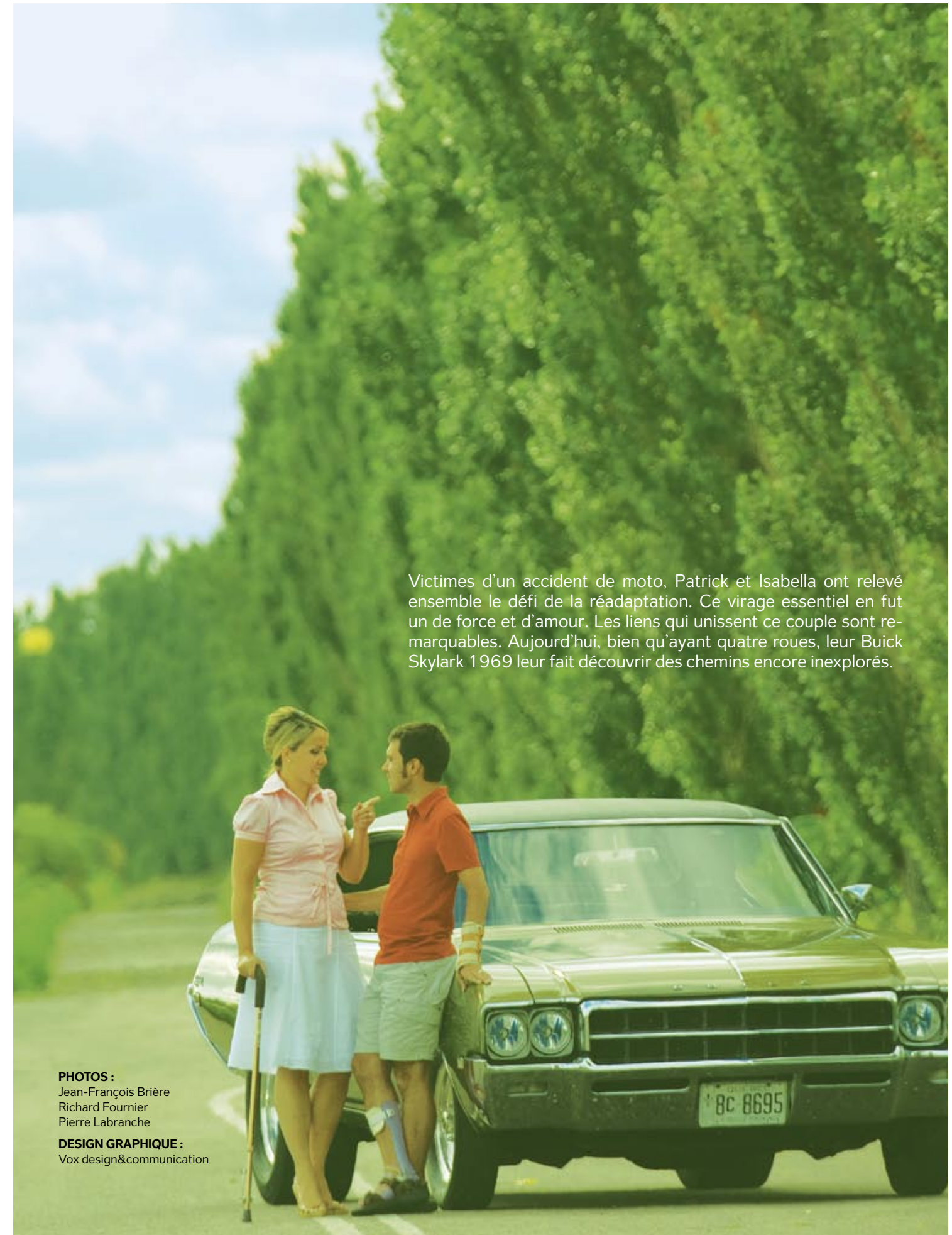
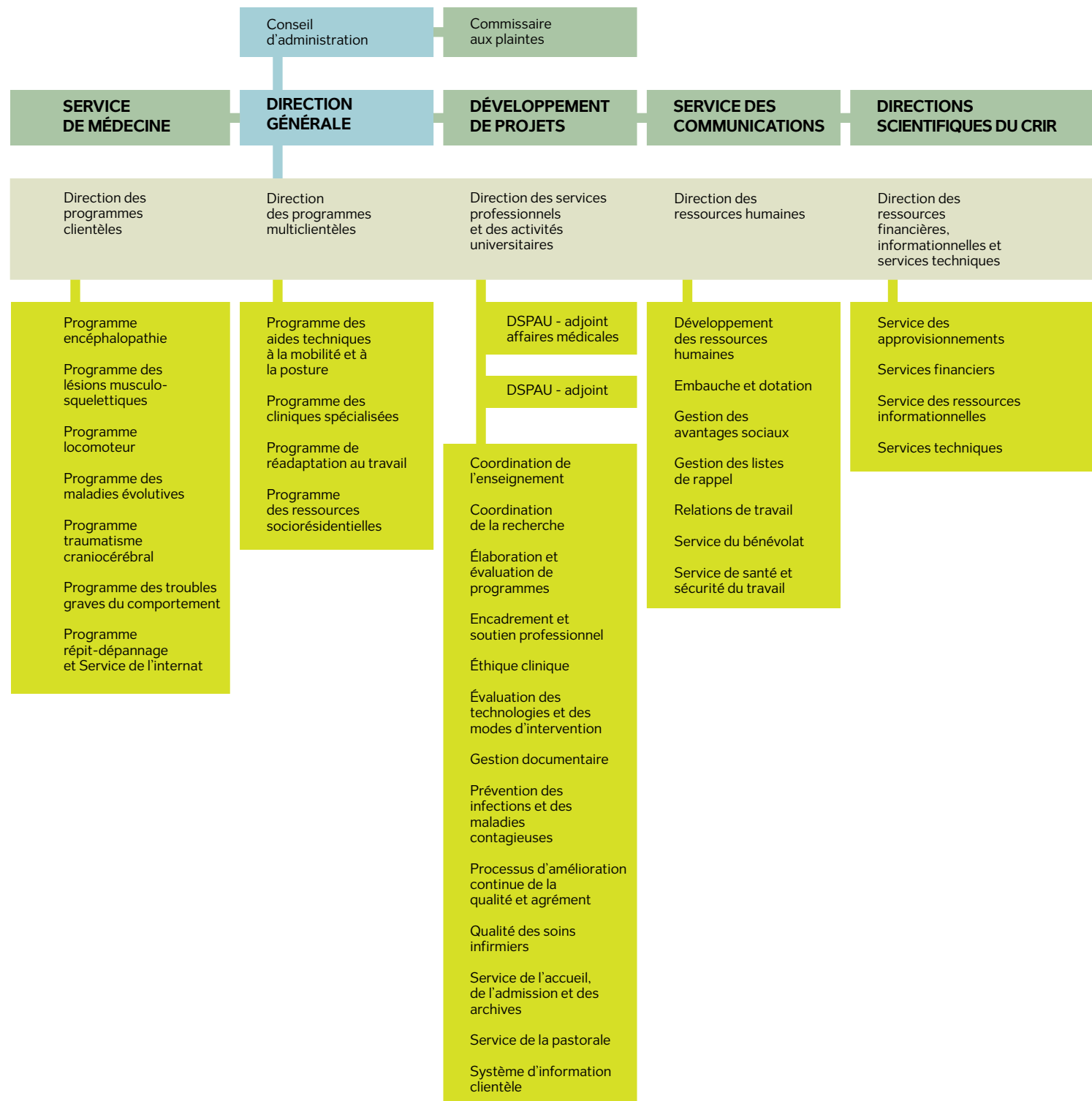
COMITÉ EXÉCUTIF PROVISoire DU CII

- + Éliane Aspirot
- + Marie-Josette Jacques
- + Dany Lenfesty
- + Vinh-Thuy Tran
- + Claire Blais
- + Hélène Bergeron
- + Alain Lefebvre

CONSEIL MULTIDISCIPLINAIRE

- + Sonia Faubert-Séguin, présidente –
Regroupement des physiothérapeutes et
des techniciens en réadaptation physique
- + Édith Lemay, vice-présidente –
Regroupement des ergothérapeutes
- + Isabelle Brunet – Représentante des
disciplines sans regroupement
- + François Crépeau – Regroupement
des psychologues
- + Éric Foster – Regroupement des techniciens
en orthèse-prothèse
- + Julie Larivière – Regroupement des
éducateurs physiques
- + Véronique Mathieu – Regroupement des
physiothérapeutes et des techniciens en
réadaptation physique
- + Marie-France Marcil, Regroupement des
éducateurs spécialisés
- + Diane Soly, Regroupement des
travailleurs sociaux
- + Alain Lefebvre
- + Hélène Bergeron

ORGANIGRAMME



Victimes d'un accident de moto, Patrick et Isabella ont relevé ensemble le défi de la réadaptation. Ce virage essentiel en fut un de force et d'amour. Les liens qui unissent ce couple sont remarquables. Aujourd'hui, bien qu'ayant quatre roues, leur Buick Skylark 1969 leur fait découvrir des chemins encore inexplorés.

PHOTOS :
 Jean-François Brière
 Richard Fournier
 Pierre Labranche
DESIGN GRAPHIQUE :
 Vox design&communication



**LE CENTRE TIEN À REMERCIER LES USAGERS
ACTUELS ET ANCIENS DE L'ÉTABLISSEMENT QUI
ONT ACCEPTÉ DE PARTICIPER AUX SÉANCES DE
PHOTOGRAPHIE. ILS SONT MANIFESTEMENT
UNE SOURCE D'INSPIRATION.**

Pour obtenir une copie supplémentaire du rapport, veuillez communiquer avec le secrétariat de la Direction générale par téléphone, par télécopieur ou faites-nous parvenir un courriel.

2275, av. Laurier Est, Montréal (Québec) H2H 2N8
Tél. : 514-527-4527 Téléc. : 514-527-0979
www.luciebruneau.qc.ca info@luciebruneau.qc.ca